

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 3 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



VICAT

Le Favet
26190 ROCHECHINARD

Références : 20220602-RAP-DACA0439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement VICAT implanté Le Favet 26190 ROCHECHINARD. L'inspection a été annoncée le 19/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. La dernière inspection a été réalisée le 2 juillet 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Le Favet 26190 ROCHECHINARD
- Code AIOT dans GUN : 0006100705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de la société VICAT est autorisée par l'arrêté modifié n° 05-5441 du 2 décembre 2005 pour une durée de 20 ans. La production moyenne autorisée est de 50 000 tonnes/an (maximum de 100 000 tonnes/an).

Les matériaux extraits sont des sables silico-argileux qui sont utilisés dans la formulation de certains types de ciments.

Actuellement cette carrière est très peu exploitée, une campagne d'extraction a lieu tous les deux ans (dernière campagne réalisée en 2020). Toutefois les caractéristiques des matériaux de la carrière en font un produit stratégique pour le groupe VICAT.

L'extraction, l'entretien , le transport et le stockage des matériaux est réalisé par une entreprise extérieure locale.

Lors de la visite, il n'y avait pas d'activités d'extraction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prévention des pollutions (protection des eaux, bruit, gestion des déchets)
- garanties financières
- Action nationale : Plan de gestion des déchets d'extraction et biodiversité dans les carrières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives (lettre de suites) :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 10.1
Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 18

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 1
Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 2
Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 2
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 5
Information du public	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 6.1
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 6.3
Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 7.7
Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 7.9
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 10.4
Bruits	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 14.1
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 17
Déclaration des émissions polluantes (GEREP)	Arrêté Ministériel du 31/01/2008
Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place et de réunir en 2022 la commission de suivi de sa carrière de Rochechinard. En ce qui concerne le ravitaillement des engins, l'exploitant doit transmettre la procédure et indiquer les moyens présents afin d'éviter tout risque de pollution des sols lors de cette activité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Activités classées
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques
Constats : Dans le tableau de classement des activités du site sont indiquées des installations de distribution et stockage de liquides inflammables. Du fait de la faible activité du site, ces installations n'ont pas été mises en place.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Durée d'autorisation
Prescription contrôlée : Durée d'autorisation
Constats : L'autorisation d'exploitation de la carrière est valable jusqu'au 2 décembre 2025. L'exploitant a indiqué avoir un projet de renouvellement d'autorisation de cette carrière dans le même périmètre du fait que le site a été moins exploité que la capacité maximale autorisée (100 000 tonnes par an).
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Cotes d'exploitation
Prescription contrôlée : Cote limite 285 m NGF, hauteur de banc exploitable 21 m (épaisseur maximale de 50 m).
Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a remis à l'inspection le plan d'état des lieux du 2 février 2021. La cote actuelle du carreau d'exploitation est à 301 m NGF (approfondissement possible jusqu'à 285 m NGF). La hauteur de banc exploitable entre les différents paliers est inférieure à 21 m et l'épaisseur maximale de 50 m est aussi respectée (38 m entre le carreau d'exploitation et le front le plus élevé).
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Le site est clôturé et dispose d'un portail à l'entrée. Le bassin de décantation des eaux de ruissellement est aussi clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'information du public est présent à l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de la zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers des bassins de décantation régulièrement entretenus et curés.
Constats : Les eaux de ruissellements au sein de la carrière sont collectée dans un bassin de décantation avant rejet au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : - 10 à 15% de la surface de la carrière doivent en permanence rester inexploités - les conditions d'écoulement des eaux ne doivent pas être modifiées en aval hydraulique du site
Constats : Vu du plan d'état des lieu du 2 février 2021 environ 30% de la surface du site n'est pas exploitée. Les eaux collectées au sein de la carrière sont décantées avant rejet au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 7.9
Thème(s) : Autre, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan topographique a été remis à l'inspection lors de la visite. Ce plan montre la situation du site au 2 février 2021 et a été réalisé le 16 avril 2021. Ce plan précise notamment les limites de l'autorisation, la bande neutre des 10 m, les parcelles cadastrales, le profil topographique des fronts d'exploitation et les différents secteurs (zone découverte, boisée, vergers, encours de réaménagement etc...).
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : - Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche, - stockage en rétention des liquides susceptible de créer une pollution des eaux et des sols.
Constats : L'installation de stockage et de distribution de carburant n'a pas été mise en place au sein de la carrière et celle-ci ne dispose pas d'aire étanche pour ravitailler les engins. Ce point avait été évoqué lors de la précédente visite d'inspection qui avait conclu que du fait de la faible exploitation de la carrière la mise en place d'une rétention mobile et la présence de kit anti-pollution était suffisante.
Observation : Transmettre à l'inspection la procédure de ravitaillement mise en place par l'entreprise en charge de l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai pour la mise en place de l'action : 2 mois

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Prescription contrôlée : Une analyse de la qualité des eaux rejetées dans le ruisseau de Favet après décantation sera effectuée annuellement par un organisme agréé. Ces analyses porteront sur les paramètres suivants : pH, température, matières en suspension totales, demande chimique en oxygène, concentration en hydrocarbures.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection les dernières analyses des eaux rejetées dans le ruisseau du Favet en date du 30 mars 2022. Les résultats sont les suivants : - La DCO est à 13 mg/L : inférieure à la valeur limite de 125 mg/L - Les hydrocarbures sont inférieurs à 0,1 mg/L : valeur limite de 10 mg/L - Les MES sont à 40 mg/L : valeur limite de 35 mg/L. L'exploitant a précisé que le prélèvement a eu lieu dans le bassin de décantation et non dans le milieu de plus dans le cas d'un prélèvement instantané la valeur limite est de 70 mg/L pour les MES.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Respect des niveaux sonores en limite de propriété et au niveau des Zones à Emergence Réglementées (ZER)
Constats : Lors de l'inspection l'exploitant a remis à l'inspection les dernières mesures de bruit réalisées le 9 février 2022. Les mesures ont été réalisés lors d'une campagne d'entretien des fossés et du curage du bassin de décantation avec la présence d'une pelle mécanique à chenilles de 25 tonnes (matériel identique lors des phases d'exploitation). Les mesures ont été faites sur deux points en limite du site est au niveau de trois secteurs en Zone à Émergence Réglementée (ZER) : Hameaux du Favet, des Massots et des Merles. Les différents points respectent les valeurs limites réglementaires en limite de propriété et en émergence.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 17
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Présence des garanties financières
Constats : Les garanties financières sont provisionnées et sont valables jusqu'au 9 août 2025.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Commission de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 18
Thème(s) : Autre, Commission de suivi
Prescription contrôlée : Une commission de suivi sera mise en place. Elle sera au moins composée de l'exploitant, d'un représentant de la commune et d'un représentant des riverains. L'exploitant engagera toute démarche utile pour la création de cette commission.
Constats : L'exploitant a indiqué n'avoir pas réalisé de commission de suivi de ce site. Il n'y a pas de demande de la commune ou des riverains de la carrière. Du fait du projet de renouvellement de l'autorisation de la carrière, il conviendrait de présenter ce projet aux élus et riverains en 2022.
Non conformité : L'inspection demande à l'exploitant de créer cette commission et de la réunir en 2022 afin de présenter les activités et projets de la carrières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suites
Délai pour la mise en place de l'action : avant la fin de l'année 2022

Nom du point de contrôle : Déclaration des émissions polluantes (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008
Thème(s) : Autre, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : Réalisation de la déclaration GEREP
Constats : La déclaration GEREP a été réalisée et validée pour l'année 2021.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des déchets inertes
Prescription contrôlée : Présence du plan de gestion des déchets inertes mis à jour (tous les 5 ans).
Constats : Lors de l'inspection l'exploitant nous a transmis le plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées issus du fonctionnement de la carrière d'avril 2022. Ce plan concerne la gestion de la découverte du site (terre végétale : 1400 m3 et limons caillouteux : 5600 m3). Ils sont stockés en merlon paysager en limite de la carrière et seront valorisés dans le cadre du réaménagement de la carrière (mis en place sur les banquettes définitives, ensemencement et plantation).
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet